

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 105, Avril 2013

Transitions

Ce siècle verra advenir une nouvelle ère pour l'humanité. Ne sortez pas vos mouchoirs, ce n'est pas forcément triste !

Trois transitions sont déjà engagées : démographique, écologique, démocratique.

La transition démographique. La population mondiale est passée de 2 milliards d'hommes (peu avant 1930) à plus de 7 milliards aujourd'hui. On s'attend à ce qu'elle atteigne 9 milliards vers 2050, pour se stabiliser à peut-être 12 milliards à la fin de ce siècle.

Le nombre d'enfants par femme est passé sous le seuil de remplacement des générations (2,1), non seulement dans les pays développés, mais dans de nombreux pays du Sud (Chine, Brésil, Iran, Tunisie, ...) et il décroît rapidement dans les autres (y compris dans l'Afrique subsaharienne ; l'Afrique dans son ensemble compte encore plus de 4 enfants par femme).

On est loin d'avoir mesuré les conséquences de ce phénomène sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

L'une des plus visibles est le vieillissement de la population. La Chine (qui sera vieille avant d'être riche) revient d'ailleurs sur le dogme de l'enfant unique. Il y a urgence à ce que des mécanismes de solidarité intergénérationnelle (comme notre système de retraite par répartition) soient partout institués.

Une autre conséquence sera l'augmentation des migrations des pays jeunes et pauvres vers les pays riches et vieux. L'Allemagne attire déjà les jeunes de l'Europe du Sud. L'Europe occidentale va finir par être demandeuse de main d'œuvre des pays du Sud (y compris de médecins, d'infirmiers, d'enseignants, ..., au risque d'ailleurs hélas de priver ces pays de leurs jeunes les plus éduqués).

La stabilisation de la population (sa croissance zéro !) devrait surtout se traduire par une stabilisation de la consommation de biens. De nourriture, et de biens matériels. Par exemple, quand la population est stabilisée, il n'est plus nécessaire de construire sans cesse de nouveaux logements, il n'est besoin que de renouveler le parc. A cet égard, l'Allemagne, qui vieillit plus vite que la France, bénéficie d'un parc immobilier suffisant, et donc de prix beaucoup moins élevés (à l'inverse de la France, où le poids du logement dans le budget des familles est de plus en plus lourd...).

Et peut-être, rêvons, le vieillissement de la population pourrait-il amener dans la société plus de sobriété, de sagesse, d'entraide ?

La transition écologique.

Le « mur écologique » est là. En Chine, en Inde, la pollution de l'air provoque de nombreux décès (comme à Londres ou à Paris...). De nombreuses espèces disparaissent, à un rythme jamais vu : il n'y aura bientôt plus d'éléphants, plus de singes, plus de tigres, plus d'abeilles... Le changement climatique (bientôt 6° C de plus en moyenne sur notre Terre ?) se traduit par des sécheresses ici, des inondations là, des cyclones ailleurs. Le monde ancien cherche avidement les dernières gouttes de pétrole. Les apprentis sorciers états-uniens, dans leur quête pathétique de gaz de schiste, polluent les nappes phréatiques et provoquent des séismes (un séisme de magnitude 5,7 dans l'Oklahoma, le 6 novembre 2011, a détruit 15 habitations, fait deux blessés, et a été ressenti dans 17 Etats américains ; le nombre annuel de séismes de magnitude supérieure à trois a été multiplié par vingt entre 2009 et 2011, par rapport au demi-siècle précédent. *Le Monde*, 30 mars). Les pays du Golfe se lancent dans la construction dérisoire de paradis artificiels et d'immeubles toujours plus grands, condamnés à être tôt ou tard envahis par le sable du désert...

L'Union européenne, pour sa part, est « sur les rails » : elle s'était fixée pour objectifs, en 2008, de réduire de 20 % les émissions de CO₂ d'ici à 2020 (elles ont baissé de 16 % par rapport à 1990), et de porter à 20 % la part des énergies renouvelables (elle atteint 12,7 % dans la consommation d'énergie). La suite du programme sera difficile à tenir : réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 (donc demain !), et dans une fourchette comprise entre 80% et 95 % d'ici à 2050...

Aussi désespérante que semble aujourd'hui la situation écologique, la mutation est à l'œuvre. Les esprits évoluent. Nécessité fera loi.

Ça et là, des initiatives sont prises : rénovation thermique des logements, tarification progressive du gaz et de l'électricité, limitation de la vitesse à 30 km/h dans les centres-villes, transformation de bureaux vides en logements (200 000 m² à Paris, selon Anne Hidalgo), fêtes du don, récup, jardins communautaires, covoiturage, prêts d'outils, Systèmes d'Echanges Locaux, AMAP... Oui, on peut « vivre mieux sans croissance ». *Alternatives économiques* y consacre un dossier dans son numéro d'avril. « Une prospérité sans croissance », y lit-on, « implique un triple changement : de nos modes de production, pour les rendre à la fois plus économes en matières premières et plus inclusifs en travail ; des modalités de répartition du revenu, tant il est vrai qu'une moindre croissance n'est supportable socialement que si elle s'accompagne de moins d'inégalités ; et, enfin, de nos modes de consommation, l'accumulation individuelle de biens devant céder la place à une réhabilitation de leur valeur d'usage ».

Si on se limite aux biens réellement utiles, si on veille à ce qu'ils soient durables, réparables, si on les emprunte au lieu de les acheter, alors on devra consacrer moins d'efforts (et de matières premières, et d'énergie) à les produire... et on pourra réduire le temps de travail, et donc vivre mieux. D'ailleurs, avec le taux de chômage que nous connaissons, n'est-ce pas une certaine forme de RTT –fort injuste, inégalitaire et inefficace – qui est mise en place ?

La transition démocratique est elle aussi à l'œuvre. Le message émancipateur de la Révolution française n'a pas épuisé ses effets. L'aspiration à la démocratie, à la justice sociale est universelle. Elle progresse. C'est l'horizon de ce siècle. C'est le moteur des révolutions arabes, avec leurs soubresauts, leurs hésitations. Elle inspire ceux qui veulent abattre le système des castes en Inde, ceux qui, en Chine ou en Russie, luttent pour les droits de l'homme. Elle a abattu les dictatures en Amérique latine, mais aussi, ce n'est pas si ancien, en Europe (Espagne, Portugal, Grèce, Europe centrale). Mais même dans nos vieux pays d'Europe occidentale, la démocratie est toujours perfectible. Elle reste à conquérir au sein des entreprises, où elle est restée lettre morte. Elle se heurte à un certain masochisme, profondément intériorisé et entretenu depuis la nuit des temps : Adam chassé du Paradis, et condamné à gagner son pain à la sueur de son front... Les puissants, qui ne se lassent pas de préconiser, pour enfoncer encore plus les plus défavorisés, des « réformes courageuses », savent bien s'appuyer sur ce masochisme. La compétition à outrance pollue la vie, même dès l'enfance.

Adieu au monde de la compétition, de la haine de tous et de la haine de soi. Bienvenue dans le monde de la coopération.

La Révolution doit s'arrêter à la perfection du bonheur, disait Saint-Just.

Bonnes nouvelles

La « seconde abolition de l'esclavage » pour les employées domestiques brésiliennes. Le Sénat du Brésil a approuvé un amendement de la Constitution qui permet aux employées de maison de bénéficier des mêmes règles de droit du travail que les autres métiers : non-dépassement des 8 heures de travail par jour, maximum de 44 heures par semaine, paiement majoré des heures supplémentaires, tarif nocturne. (*Le Monde, 30 mars*).

Encadrement des très hauts salaires. Le Parlement européen a légiféré sur les rémunérations extravagantes des banquiers : les bonus ne pourront pas dépasser 100 % du salaire de base, ou 200 % avec l'aval exceptionnel des actionnaires. En Allemagne, le vote des actionnaires sur la rémunération des dirigeants pourrait devenir obligatoire. En France, l'assemblée générale des actionnaires sera consultée sur les rémunérations des dirigeants, et, lorsqu'elles dépassent un million d'euros, l'entreprise aura une contribution à payer qui, toutes impositions confondues, atteindra 75 %. (*Alternatives économiques avril, Le Monde 16, 17-18, 30 mars*)

Le Parlement européen a rejeté le projet de budget proposé par les dirigeants de Vingt-Sept. On se souvient (*CMM de février*) que le Conseil européen avait fixé un budget européen en baisse pour la première fois dans l'histoire européenne. Le Parlement européen a massivement rejeté ce projet de budget. Les eurodéputés demandent un budget ambitieux, à même d'apporter des réponses à la crise en termes d'emploi, de croissance ou d'innovation. Ils demandent notamment que la part des ressources propres –tirées d'une future taxe sur les transactions financières, d'une taxe carbone ou d'un reversement d'une partie de la TVA – augmente substantiellement, seul moyen à même d'éviter les marchandages entre Etats et de doter l'UE d'une souveraineté budgétaire. (*Le Monde, 15 mars*).

« Elu par les Européens, le Parlement européen a les moyens de s'opposer à la thérapie de choc imposée par des Etats oublieux de leurs devoirs. Il a les moyens de refaire de l'UE un espace démocratique(...) Le Parlement doit assumer la codécision budgétaire et proposer les modalités d'un contrôle démocratique dans lequel se reconnaissent les citoyens européens » (*Daniel Cohn-Bendit et Yannick Jadot, députés européens, Le Monde, 14 mars*).

La justice européenne conteste la loi espagnole sur les expulsions immobilières. Actuellement, dès qu'un propriétaire cesse de payer son crédit, la banque peut ouvrir une procédure rapide afin de saisir son bien immobilier. Or, cette saisie est irréversible. Même si la banque est par la suite condamnée pour clause abusive, le débiteur ne pourra pas récupérer son logement. Qui plus est, si la saisie du bien ne permet pas de rembourser sa dette, il devra continuer à rembourser. La cour de justice européenne a rendu un arrêt selon lequel la « réglementation espagnole est contraire au droit de l'Union », car elle « empêche le juge compétent pour déclarer le caractère abusif d'une clause au contrat de prêt immobilier de suspendre la procédure d'exécution hypothécaire » (*Le Monde, 16 mars*).

Ecole : 1,5 million d'élèves passeront à la semaine de 4,5 jours en septembre (*Le Monde, 30 mars*).

Le Parlement adopte la loi visant à protéger les « lanceurs d'alerte » sur les risques sanitaires ou environnementaux et à renforcer l'indépendance des expertises scientifiques. Un droit d'alerte est créé dans les entreprises. Et une Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé et d'environnement verra le jour (*Le Monde, 5 avril*).

Qui a dit « Quand il nous faut choisir entre l'économie et la démocratie, alors notre devoir est de sauver l'économie ? » ? [*réponse en page 4*]

Justice et mémoire

Au Guatemala, l'ancien dictateur Efraín Ríos Montt, au pouvoir en 1982-1983, est jugé pour crimes contre l'humanité. Il est accusé d'être responsable du massacre de 1 770 Indiens mayas. La guerre civile qui a ravagé le pays entre 1960 et 1996 a fait plus de 200 000 morts (*Le Monde, 21, 28 mars*).

En France, l'ancien président **Nicolas Sarkozy** a été mis en examen pour « abus de faiblesse » dans l'affaire Bettencourt. Pour le mettre en examen, le juge d'instruction a dû établir trois faits : que M. Sarkozy soit venu à plusieurs reprises, et non une seule fois chez les Bettencourt en 2007 ; qu'il ait rencontré à ces occasions Mme Bettencourt et non seulement son époux ; qu'il ait été informé du circuit de remise de l'argent entre le gestionnaire de fortune de la milliardaire, Patrice de Maistre, et le trésorier de sa campagne présidentielle de 2007, Eric Woerth, tous deux poursuivis. Nicolas Sarkozy pourrait également être inquiété dans plusieurs autres dossiers : les sondages de l'Élysée, passés sans appel d'offres, et qui auraient dû être pris en charge par l'UMP plutôt que par les finances publiques ; l'affaire de Karachi, concernant le financement occulte de la campagne présidentielle de Balladur en 1995, par le biais de rétrocommissions issues de contrats d'armement (Sarkozy était alors ministre du budget et porte-parole de Balladur) ; l'affaire Khadafi (il y aurait eu selon Médiapart, et selon l'intermédiaire Ziad Takiedine, un projet de financement illicite de la campagne de Sarkozy en 2007 par le régime lybien) ; l'affaire Lagarde-Tapie (trois juges d'instruction enquêtent sur la décision prise fin 2007, Sarkozy étant président de la République, par la ministre de l'économie, Christine Lagarde, de recourir à un arbitrage pour solder le contentieux opposant Bernard Tapie au Crédit Lyonnais sur la vente d'Adidas) (*Le Monde*, 23 mars).

L'ancien ministre du budget **Jérôme Cahuzac** (qui à ce titre était chargé de la répression de la fraude fiscale), a été mis en examen pour « blanchiment de fraude fiscale » et « blanchiment de fonds provenant d'avantages procurés par une entreprise dont les services ou les produits sont pris en charge par la Sécurité sociale », et a reconnu avoir détenu un compte à l'étranger (*Le Monde*, 4 avril).

[Cet événement a suscité à juste titre un émoi considérable.

Les turpitudes du précédent quinquennat – rappelons-nous, pour nous en tenir à un seul exemple que l'épouse du ministre du Budget, chargé de la lutte contre la fraude fiscale, était chargée de conseiller en matière fiscale la femme la plus riche de France - n'avaient pas provoqué une telle émotion. C'est que, dans l'« inconscient » du peuple, si la droite a de tels comportements, c'est dans l'ordre des choses ; tandis que pour la gauche, pour les Socialistes, c'est contre nature.

Non, gauche et droite, ce n'est pas la même chose, ce ne doit pas être la même chose.

La seule façon de surmonter ce traumatisme, c'est de supprimer les paradis fiscaux, de lutter contre la fraude fiscale, de réaliser enfin une réforme fiscale en profondeur pour introduire plus de justice : que chacun contribue réellement en fonction de ses moyens. JPA].

Etats-Unis

Les parents de Margot sont suffisamment aisés pour lui avoir payé quatre années de *college* (premier cycle) à l'université huppée de Columbia, à New York. Licenciée en économie et mathématique en mai 2010, la jeune femme, qui visait un travail dans le *business development*, a vécu un parcours éprouvant. Elle a frappé aux portes des banques et des start-up, n'a trouvé que des stages à 600\$ par mois. Un an et demi à vivre « surtout de baby-sitting, de cours privés donnés à des lycéens ». « Avec mon seul diplôme, je n'avais aucune chance ». Banal chez un jeune Français, ce discours est neuf aux Etats-Unis. Margot a fini par travailler avec sa mère, agent immobilier. Laquelle dit ceci : « Payer 200 000 \$ [le séjour à l'Université] pour qu'à la sortie un enfant diplômé ne trouve pas de travail, ou un travail à 30 000 \$ par an, cela n'a pas de sens ».

Aux Etats-Unis, un foyer sur cinq est désormais endetté à cause des frais d'éducation (*Sylvain Cypel, lettre de Wall Street, Le Monde*, 27 mars)...

Chine

« Je regrette énormément le temps où les gens prenaient le temps de discuter, de flâner, où les enfants pouvaient jouer dans les rizières. Aujourd'hui, il y a des voitures partout et les gamins sont surchargés de travail scolaire. Les gens ont plus d'argent, mais moins de vie », témoigne Li Kunwu, dessinateur chinois (*Télérama*, 27 mars).

France

La raison du discrédit dans lequel est tombé François Hollande résulte du constat que, sur ce qui pèse le plus pour les Français, le chômage, on ne voit rien bouger.

La dernière fois que la gauche a été au pouvoir, Lionel Jospin avait fait la preuve que la volonté politique pouvait changer les choses. Avec les « emplois-jeunes » et les « 35 heures », le chômage avait sensiblement baissé.

Hollande avait dans sa besace les emplois d'avenir et le pacte de solidarité : ça ne décolle pas. Pourquoi est-ce si long à mettre en œuvre ?

Pour expliquer l'apparente impuissance du politique, on hésite entre plusieurs explications (peut-être plus complémentaires que contradictoires) :

- François Hollande serait « trop gentil » : dans un souci légitime de décrispation (bien nécessaire pour pacifier le pays, tétanisé par son prédécesseur, qui ne cessait de dresser les Français les uns contre les autres), il laisse s'enliser dans trop de concertation des projets pourtant bien venus (sur les rythmes scolaires, sur le mille-feuilles administratif) ; ou bien il donne des gages au patronat (cadeau de 20 milliards d'euros aux entreprises, sans contrepartie ; loi « sociale » qui pulvérise les principes du droit du travail, consacrant le primat de l'accord d'entreprise sur le droit collectif et réduisant les possibilités de contestation juridique- le salarié pourra même se voir imposer une mutation sur un autre lieu de travail !) ; c'est, comme aurait dit Mitterrand, de la paille jetée au feu : le patronat et la droite empochent les concessions, mais ne cèdent pas un pouce de terrain, et deviennent plus agressifs en face de ce qu'ils perçoivent comme de la faiblesse.

- ce gouvernement serait imprégné d'idéologie libérale, et, à part quelques rustines, il ne se distinguerait pas du précédent

- la réalité du pouvoir serait désormais au niveau de l'Union européenne (« nous avons en France une représentation sans pouvoir et en Europe un pouvoir sans représentation », écrit Christian Salmon, *Le Monde*, 6 avril). Or, la grande majorité des Etats, aujourd'hui en Europe, sont à droite, libéraux. Mais l'absurdité de la potion libérale, qui ne génère, avec la pauvreté et le chômage de masse, que de nouveaux déficits, saute aux yeux, y compris de gouvernements de droite (Espagne, Portugal, Italie, Chypre, ...). Ne serait-il pas possible de trouver des alliés pour imposer une réorientation de la politique ? Et ne serait-il pas temps de prendre une initiative pour « démocratiser » enfin l'Europe ?

Qui a dit ? réponse à la question de la page 2 : il s'agit de Henry Kissinger, ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis, qui, en 1973, justifiait ainsi le coup d'Etat contre Allende, président élu du Chili.

Courrier des lecteurs

M.J. Dans ta chronique tu ne parles pas de voiture à air comprimé ni du souci du branchement pour recharger les voitures électriques dans les grands ensembles.

A.B. Tu arrêtes tes conneries ! Il faut que tu voyages un peu et ne te contentes plus d'un intellectualisme de salon pour voir ce qui est important, significatif et sensé. Je reviens du Tibet et de Birmanie (quatrième voyage). Je m'apprête à partir en Corée du nord pour conforter une opinion déjà négative. Au lieu de fustiger les nantis, il faut que tu examines la raison de leur succès et de leur part relative dans les problèmes rencontrés aujourd'hui. Nous avons vécu au dessus de nos moyens avec un patronat laxiste et des syndicats non représentatifs exigeants au mépris des réalités économiques. J'ai créé des usines à l'étranger et en suis fier (Malaisie, Brésil, Pologne, Russie, Espagne, Turquie, etc.). Nous avons tout fait pour que nos centres de production nationaux ne soient pas compétitifs et qu'il vaille mieux expédier nos produits européens par le port d'Anvers plutôt que Le Havre vérolé par les syndicats de dockers. J'en ai marre de cet intellectualisme de pacotille démagogique à souhait sous une apparente simplicité et une limpidité sans faille. J'ai bossé, en suis fier. Je paie mes impôts et n'ai pas besoin de roquet aboyeur irresponsable. Même si je partage certaines de tes idées, je ne souhaite pas engager de discussion forcément stérile. J'ai agi. Je n'attends pas le grand jour. Amitiés néanmoins !

[merci de ton "coup de gueule"...J'ai néanmoins du mal à saisir à quelle partie de ce CMM il fait référence. Faut-il comprendre qu'à tes yeux, l'élévation du niveau de vie dans les pays "en voie de développement" doit se payer par un abaissement du niveau de vie dans les pays développés, des vases communicants en quelque sorte ? En tout cas, un sincère bravo pour ton itinéraire professionnel, et ta curiosité toujours intacte (aller en Corée du nord) JPA]

T.V. Entièrement d'accord avec l'article. Le capital est en train de nous voler la démocratie en instaurant des organes non démocratiques dont les membres sont directement issus de la grande finance, organes dont les analyses et les décisions vont s'imposer aux gouvernements sans aucune possibilité d'appel ou de contestation. Le pb reste que le scénario ne pourra suivre ce que quelques uns prévoient, parce que l'asservissement et l'appauvrissement des peuples fera exploser la rue, sauf à imaginer le pire c'est-à-dire qu'on nous serve une guerre, dont on sait que c'est toujours la solution la plus facile pour oublier les pb intérieurs et surtout que c'est une solution dont raffole le grand capital qui y fait toujours son beurre comme on peut le constater sur les dix dernières années aux USA.

Quant à l'intervention sur le Mali, il me semble que les arguments de SD sur le caractère néo-colonialiste de l'intervention sont justes. Néanmoins me semble aussi juste le fait qu'il fallait aller en Lybie, en Irak et en Afghanistan, comme il aurait été juste d'intervenir en Syrie et dans nombre d'autres pays où les populations sont maltraitées ; le pb reste que ce n'était pas à la France d'y aller seule, du fait d'une volonté néo-colonialiste à savoir la protection des intérêts du grand capital français, mais à une force internationale sous contrôle de l'ONU dans un souci strictement humanitaire.

Me semble aussi très juste l'argument de SD selon lequel une intervention réellement humaniste aurait pour but de mettre en place une économie autonome pour permettre à ces pays de fonctionner ensuite. On peut d'ailleurs relancer le débat sur Haïti où l'aide internationale a été pompée par les grandes entreprises sans qu'on se préoccupe de former et autonomiser les Haïtiens. Ce qui veut dire qu'au mieux, on aura reconstruit un pays sans lui donner les moyens de l'entretenir et d'être économiquement indépendant. On aurait pu obliger les champions du BTP, qui aiment tant la concurrence, dogme libéral si il en est, à créer des joint venture avec l'Etat haïtien et à former des cadres et des ouvriers Haïtiens. Mais c'est un doux rêve, le pb n'est pas d'aider les Haïtiens, le pb n'est que de pomper l'aide internationale dans un contexte beaucoup moins encadré et contrôlé que dans les pays donateurs, ce qui permet quelques enrichissements rapides et discrets et une opacité bien utile.

C d'A. Une amie vient de m'envoyer « Famine au Sud - Malbouffe au Nord », de Marc Dufumier, passionnant, clair, simple à lire. Me dit de lire et faire circuler, c'est ce que je vais faire.

Ce matin vu "Des hommes et des abeilles" : plus que passionnant ; autre chose que ces films à grand spectacle sur la Nature avec arcs en ciel géants, couchers de soleil sublimes... Une autre façon de filmer : FORMIDABLE. Intéressant, accessible à tous et donne à penser bigrement !!!

JCM commente l'édition du N° 104 « Le comportement des dirigeants français », reprend André Grjbine, « illustre bien la perversion de la politique à laquelle peuvent conduire le mélange de règles rigides et l'obsession du consensus : suivez mon regard : c'est le défaut du mec normal ?

[oui, je crois bien que c'est Hollande qui est visé avec "l'obsession du consensus". Il devrait s'opposer davantage. Mais n'est-il pas, lui aussi, "contaminé" par les idées libérales ? Et, s'il le voulait, le pourrait-il vraiment ? L'Europe est gouvernée par une majorité de gouvernements libéraux... Nous sommes corsetés par les traités... Je crois qu'il a tenté, au début de son mandat, de trouver des alliés au sein de l'Union. Mais il n'a pas réussi, comme le montre avec éclat le fait que le budget européen est en diminution par rapport au précédent.

Est-il de bonne politique de reconnaître son échec ? Et de se montrer impuissant ? Le pouvoir de décision se situe désormais, même si nous avons du mal à l'accepter, au niveau européen. Ce sont les institutions qu'il faut renforcer et surtout démocratiser... C'est le sens de cet édit.

Mais même si Hollande est dans une situation impossible (et la gauche aurait du davantage marteler que la situation où la droite a laissé la France après DIX ans de pouvoir est catastrophique, et ça ne se change pas en quelques mois...), je trouve qu'il ne soulève pas les vraies questions (fiscales - si la dette est aussi élevée, c'est à cause des "cadeaux fiscaux" de la droite aux plus riches, sur lesquels la gauche est loin d'être complètement revenue-, écologiques -mais les socialistes et les communistes ne sont pas écolos-, et sociales -le PS n'assume pas les 35 heures, que la droite accable de tous les maux...JPA

JCM : Effectivement le bouclier fiscal et autre loi Tepa n'a pas été bon pour le budget. Et la détaxation des heures sup a provoqué une vague de triche (les boîtes ont transformé les primes en fausses heures sup au détriment de l'URSSAF). En 5 ans la dette est passée de 1200 à 1800 G euros. C'est normal, quand on veut faire la peau de l'Etat, il faut le mettre sur la paille. Contrairement à ce qu'on veut nous faire croire ce n'est pas une fatalité. Il n'y a pas si longtemps il y a eu une "cagnotte".]

... et **JCM** réagit à la conclusion « Il est urgent, en Europe, de placer le peuple au poste de commande (donc de mettre plus de démocratie dans les institutions), et de redéfinir le projet européen : la démocratie, la prospérité, la justice sociale, le respect de l'environnement, la paix dans le monde. »

La question est donc : pourquoi n'y a-t-il pas de candidats qui se présentent avec un programme aussi simple, facile à comprendre pour tout le monde ? et donc pourquoi le choix se réduit-il *in fine* à la seule alternative : « Populisme+Non à l'Europe » d'un côté, Contre « Oui à l'Europe ultralibérale de l'autre » ?

Sur le site <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152> on peut lire d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.